Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N°556/11 X.
du 23 novembre 2011
12912/09/CD

La Cour d'appel du Grand-Duché de Luxembourg, dixième chambre, siégeant en matière correctionnelle, a rendu en son audience publique du vingt-trois novembre deux mille onze l'**arrêt** qui suit:

Vu la procédure suivie à charge de

PERSONNE1.), né le DATE1.) à (...) (B), élisant domicile en l'étude de Maître Mike ERNIQUIN à L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

Vu la requête en restitution d'objet confisqué déposée le 26 juillet 2011 et le 25 août 2011 au greffe de la Cour d'appel du Grand-Duché de Luxembourg par Maître Mike ERNIQUIN, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, pour et au nom du prévenu PERSONNE1.) préqualifié.

En vertu de cette requête et par citation du 28 septembre 2011, PERSONNE1.) fut requis de comparaître à l'audience publique du 26 octobre 2011 devant la Cour d'appel de Luxembourg, dixième chambre, siégeant en matière correctionnelle, pour y entendre statuer sur la requête en restitution d'objet confisqué.

Entendus en cette séance:

- Maître Samir AYARI, en remplacement de Maître Mike ERNIQUIN, avocats à la Cour, les deux demeurant à Luxembourg, en ses moyens,
- Monsieur le premier avocat général Jeannot NIES, assumant les fonctions de ministère public, en ses conclusions,

Après avoir délibéré conformément à la loi,

LA COUR D'APPEL

dixième chambre, siégeant en matière correctionnelle, prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique du 23 novembre 2011,

l' a r r ê t

qui suit :

Suivant requête déposée au greffe de la Cour d'appel le 26 juillet 2011 et le 25 août 2011, PERSONNE1.) demande à se voir restituer le véhicule Mercedes (...), immatriculé sous le numéro NUMERO1.), portant le numéro de châssis NUMERO2.), lui appartenant, saisi suivant procès-verbal numéro 40833 du 10 juin 2009 de la Police de Luxembourg.

Le requérant expose que, suivant arrêt de la Cour d'appel du 4 mai 2011, il a été condamné du chef de rébellions, de conduite d'un véhicule sans permis de conduire valable, de conduite d'un véhicule en état d'ivresse, de délit de fuite et de diverses contraventions au code de la route à une peine d'emprisonnement de deux ans assortie du sursis intégral, à deux amendes de 2.500 euros et 200 euros et à plusieurs interdictions de conduire. La Cour a déclaré la demande en restitution du véhicule Mercedes (...), immatriculé sous le numéro NUMERO1.), formulée par PERSONNE2.), père du prévenu, non fondée au motif qu'il n'était pas propriétaire dudit véhicule appartenant à son fils PERSONNE1.).

PERSONNE1.) faisant état d'un besoin dudit véhicule dans les plus brefs délais, en sollicite la restitution.

Le représentant du ministère public conclut à l'irrecevabilité de la demande qui serait tardive, l'arrêt de la Cour d'appel du 4 mai 2011 étant devenu définitif.

Aux termes de l'article 194-1 du code d'instruction criminelle, « le prévenu, la partie civile ou la personne civilement responsable, peut réclamer au tribunal saisi de la poursuite la restitution des objets placés sous la main de la justice. »

Selon l'article 194-6 du code d'instruction criminelle « le tribunal qui a connu de l'affaire demeure compétent pour ordonner la restitution des objets placés sous main de justice, si aucune voie de recours n'a été exercée contre le jugement sur le fond. Il statue sur requête de toute personne qui prétend avoir droit sur l'objet ou à la demande du ministère public.»

L'article 194-7 du code d'instruction criminelle dispose que « lorsque la cour d'appel est saisie du fond de l'affaire, elle est compétente pour statuer sur les restitutions dans les conditions prévues par les articles 194-1 à 194-4 » et l'alinéa 2 ajoute qu' « elle demeure compétente, même après décision définitive sur le fond, pour ordonner la restitution dans les conditions prévues aux alinéas 1 et 2 de l'article 194-6. »

Au vu des prédites dispositions légales, le véhicule Mercedes (...) dont la restitution est demandée ayant été saisi et se trouvant partant sous main de justice, la Cour est compétente pour connaître de la demande d'PERSONNE1.)

La Cour se doit de constater que si le véhicule en question a bien été saisi suivant procès-verbal numéro 40833 du 10 juin 2009 de la Police de Luxembourg et s'il a fait l'objet d'une confiscation suivant jugement du tribunal correctionnel de Luxembourg du 18 février 2010, la confiscation du véhicule n'a pas été confirmée, ni infirmée par l'arrêt de la Cour d'appel du 4 mai 2011 intervenu suite à l'appel interjeté par le prévenu PERSONNE1.) et le ministère public contre le jugement du 18 février 2010.

Il s'en suit que la demande en restitution du véhicule Mercedes (...) présentée par PERSONNE1.) est recevable, aucune mesure de confiscation légale dudit véhicule n'ayant été prononcée.

La demande est également fondée, PERSONNE1.) étant propriétaire du véhicule réclamé.

Il y a dès lors lieu d'ordonner la restitution à PERSONNE1.) du véhicule Mercedes (...), immatriculé sous le numéro NUMERO1.), portant le numéro de châssis NUMERO2.) lui appartenant, saisi suivant procès-verbal numéro 40833 du 10 juin 2009 de la Police de Luxembourg.

PAR CES MOTIFS,

la Cour d'appel, dixième chambre, siégeant en matière correctionnelle, statuant contradictoirement, le prévenu entendu en ses explications et moyens de défense et le représentant du ministère public en son réquisitoire,

se déclare compétente pour connaître de la demande d'PERSONNE1.) ;

déclare la demande recevable ;

la déclare fondée ;

partant,

ordonne la restitution à PERSONNE1.) du véhicule Mercedes (...), immatriculé sous le numéro NUMERO1.), portant le numéro de châssis NUMERO2.) lui appartenant, saisi suivant procès-verbal numéro 40833 du 10 juin 2009 de la Police de Luxembourg,

met les frais à charge du requérant, liquidés à 8,90 euros.

Par application des articles 194-1, 194-6 et 194-7 du code d'instruction criminelle.

Ainsi fait, jugé et prononcé en audience publique par la Cour d'appel du Grand-Duché de Luxembourg, dixième chambre, siégeant en matière correctionnelle et statuant en chambre du conseil, à Luxembourg, Cité Judiciaire, Plateau du St. Esprit, où étaient présents:

Jean-Claude WIWINIUS, président de chambre
Joséane SCHROEDER, premier conseiller
Christiane RECKINGER, conseiller
Jean ENGELS, avocat général
Marc SERRES, greffier

qui, à l'exception du représentant du ministère public, ont signé le présent arrêt.